



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 374

Texte de la question

ARCELORMITTAL

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Liebgott. Monsieur le Premier ministre, les Français ne comprennent vraiment plus rien à vos réponses ! Vous êtes au pouvoir depuis six ans, et vous nous annoncez aujourd'hui que vous allez, enfin, augmenter les petites retraites. Les petits retraités ne vous croient plus ! Au bout de six ans, ils ne croient plus à vos promesses. (*" Aux vôtres non plus ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

D'ailleurs, ils ne croient pas non plus à ce qu'ils viennent d'entendre à propos d'ArcelorMittal. Mme la ministre de l'économie vient de nous dire que l'on allait pouvoir reclasser les 600 personnes à travers les maisons de l'emploi, que le groupe ArcelorMittal avait les moyens de les reclasser en Lorraine ou peut-être en France. Mais le Président de la République n'a pas dit cela, monsieur le Premier ministre ! Je voudrais vous entendre, monsieur le Premier ministre, sur ce sujet important sur lequel vous ne vous êtes pas encore exprimé

M. Frédéric Cuvillier. Il est parti !

M. Michel Liebgott. Hier, M. le Président de la République disait : " Gandrange, comme voyage de noces, il n'y a pas mieux ! ". En effet, il y a fait des promesses tous azimuts : l'État va mettre de l'argent pour faire enfin les investissements nécessaires qui vont sauver les emplois. Mais alors, pourquoi n'a-t-il pas convaincu M. Mittal lorsqu'il l'a rencontré il y a une semaine ? C'était si facile : quelques dizaines de millions d'euros à investir ! Pourquoi ne l'a-t-il fait ? Pourquoi, madame la ministre de l'économie, dites-vous le contraire cet après-midi même : l'État ne peut pas forcer un industriel à investir, M. Sarkozy n'a pas promis de chèque en blanc à M. Mittal, mais il existe des maisons de l'emploi pour les salariés d'ArcelorMittal ? Alors, le discours change, les lignes sont brouillées !

M. Yves Censi. C'est vous qui êtes brouillé !

M. Michel Liebgott. S'agit-il simplement d'une complicité tactique dans une période préélectorale où on assiste à une dégringolade dans les sondages ? On peut le penser. Mais cette cacophonie, inhabituelle dans un État républicain, devient inquiétante pour nos concitoyens qui ne savent plus si le Premier ministre gouverne véritablement ce pays.

M. Jean-Marc Roubaud. Quelle est la question ?

M. Michel Liebgott. L'intersyndicale et les salariés ont fait des propositions précises. S'y substituer, comme le propose le Président de la République, n'a pas de sens car les problèmes essentiels sont insurmontables. D'abord, cela pose un problème économique : puisque le Gouvernement ne cesse de nous dire que les caisses de l'État sont vides, comment fera-t-il pour aider ArcelorMittal ? Cela pose aussi un problème moral : comment demander au contribuable - qui n'en peut plus -, de payer, alors que ce groupe va faire 8 milliards d'euros de bénéfices ?

M. le président. Merci de poser votre question, monsieur Liebgott.

M. Michel Liebgott. Monsieur le Premier ministre, on ne vous a pas entendu une seule fois encore sur ArcelorMittal. Votre ministre de l'économie parle des maisons de l'emploi et du reclassement des salariés, le Président de la République explique que tous les problèmes sont réglés sur le mode : je vais revenir à Gandrange et vous allez voir ce que vous allez voir, on va presque renationaliser ! Monsieur le Premier ministre, quelles sont les modalités techniques et financières des aides que vous allez accorder à l'entreprise ? Quelles

sont les pistes de reprise de cette entreprise ?

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Comme je l'ai dit tout à l'heure, monsieur Liebgott, la situation à Gandrange préoccupe au plus haut niveau de l'État. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) M. Le Président de la République et M. le ministre du travail, Xavier Bertrand, se sont ainsi rendus sur le site hier.

Le Président de la République a déclaré qu'il était indispensable de conserver un outil industriel dans la sidérurgie. Il a aussi indiqué qu'il était plus efficace d'affecter les ressources au maintien de l'emploi plutôt que de les mobiliser pour des personnes restant chez elles ou qui auraient à chercher un nouvel emploi. En évoquant les maisons de l'emploi, j'ai pour ma part rappelé la nécessité de prendre des mesures visant à anticiper les mutations industrielles. (*Mêmes mouvements.*)

Le Président de la République a obtenu un délai supplémentaire de deux mois. C'est important, car chaque jour compte pour examiner tous les scénarios : celui proposé par l'industriel, qui ne convient manifestement pas, et ceux proposés comme alternatives par les organisations syndicales. J'espère de tout coeur que l'ensemble des responsables locaux sauront se mobiliser pour éviter la fermeture du site et mettre en oeuvre, avec le soutien de l'État, des solutions de reprise. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 374

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 février 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 février 2008